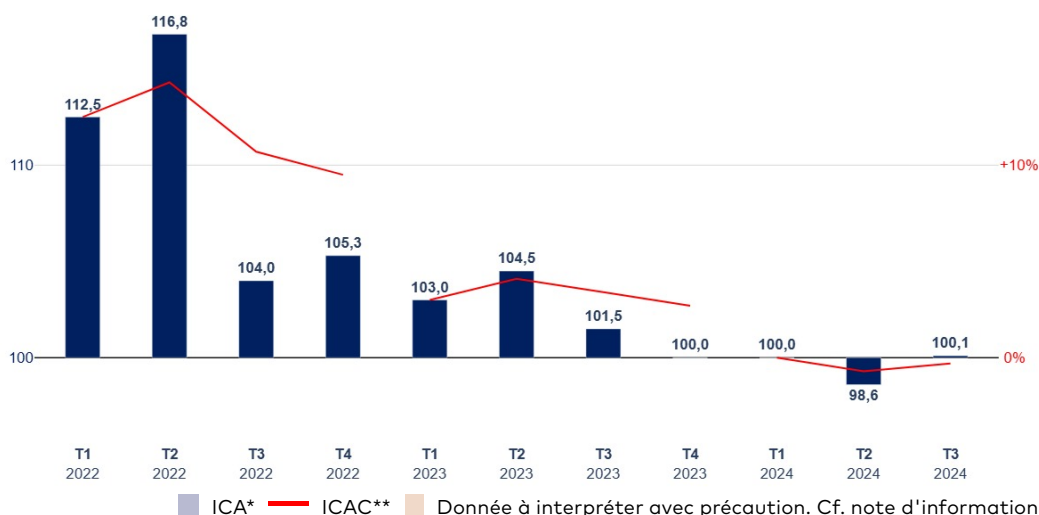


L'analyse de l'évolution trimestrielle de l'activité des TPE-PME

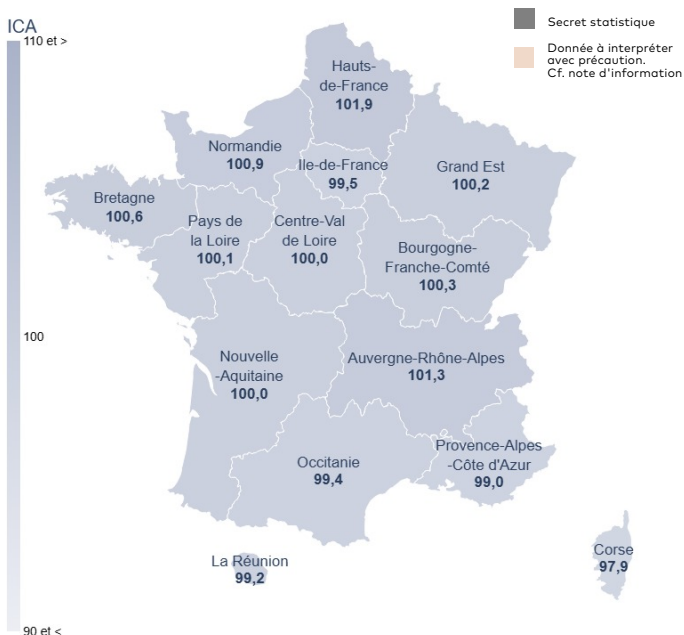
- Au 3e trimestre 2024, l'indice de chiffre d'affaires (ICA) des 580 000 TPE-PME françaises de notre échantillon est de 100,1, soit une augmentation de chiffre d'affaires de 0,1% en valeur par rapport au 3e trimestre 2023. Ce résultat est la conséquence d'un rebond d'activité au cours des mois de juillet et août suivi d'un repli en septembre. L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) indique une diminution de CA de 0,3% depuis le début de l'année.
- Ce résultat moyen masque toutefois des disparités en termes géographique et sectoriel comme le détaille la suite de l'analyse.
- Il convient également de noter que les résultats présentés dans cette analyse ne sont pas corrigés de l'inflation qui a progressé significativement depuis la fin de l'année 2021. En effet, selon les résultats de l'INSEE, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 1,1% en septembre 2024 sur les 12 derniers mois. La hausse des prix poursuit donc sa décélération. Cette diminution de l'inflation s'explique par la baisse des prix de l'énergie et le ralentissement de ceux des services.



-0,3 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023

La carte de France



L'évolution de l'activité trimestrielle des régions

- Au 3e trimestre 2024, les TPE-PME de 7 régions ont affiché une croissance en valeur, celles de 2 régions une stagnation et celles de 5 régions une baisse.
- Les entreprises corses enregistrent de nouveau la plus forte diminution d'activité (-2,1%), suivies par celles de Provence-Alpes-Côte d'Azur (-1%), de la Réunion (-0,8%), d'Occitanie (-0,6%) et d'Île-de-France (-0,5%).
- Les entreprises du Centre-Val de Loire et de Nouvelle-Aquitaine ont connu une stabilité sur la période.
- Les TPE-PME des Hauts-de-France (+1,9%) affichent la plus forte progression, suivies de celles d'Auvergne-Rhône-Alpes (+1,3%), de Normandie (+0,9%) et de Bretagne (+0,6%). Les structures de Bourgogne-Franche-Comté (+0,3%), Grand Est (+0,2%) et Pays de la Loire (+0,1%) enregistrent également des hausses supérieures ou égales au niveau national (+0,1%).

Pour plus de précision, les résultats sont détaillés dans les analyses régionales***

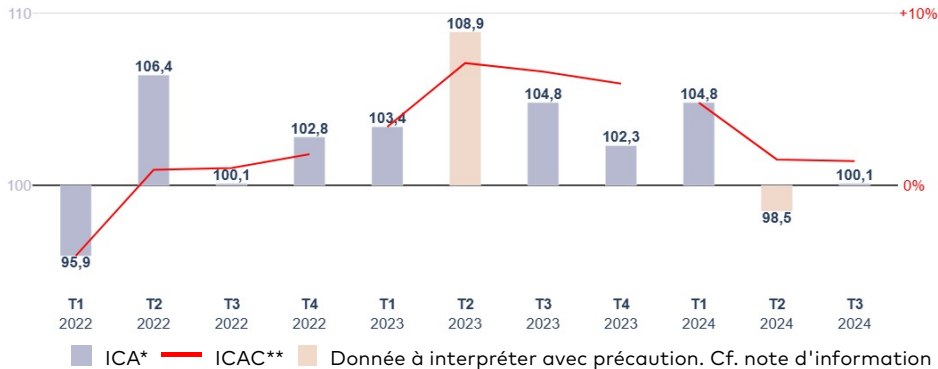
*L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés.
 L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen par entreprise de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés. * Concernant l'Outre-Mer, seuls les résultats de La Réunion sont présentés, les échantillons des autres DROM et des COM n'étant pas représentatifs.

L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PAR SECTEUR



Boulangerie et boulangerie-pâtisserie (10.71C)

Après la baisse d'activité du précédent trimestre, les 6 504 TPE-PME françaises de boulangerie-pâtisserie de notre échantillon enregistrent une très légère hausse de CA de 0,1% (en valeur) au 3e trimestre 2024 comparativement au 3e trimestre 2023. En cumulé depuis le début d'année, elles affichent une croissance de 1,4%. Le secteur reste concurrentiel entre les boulangeries-pâtisseries artisanales, les boulangeries industrielles qui se développent et les offres attractives des grandes surfaces alimentaires qui tentent de répondre à la baisse de pouvoir d'achat des ménages. Le segment de la restauration salée constitue toutefois un relais de croissance. Certaines structures s'orientent également vers des segments plus haut de gamme. Par ailleurs, selon le baromètre ISM-MAAF, le nombre d'apprentis tend à diminuer, posant la question de l'attractivité de la filière.



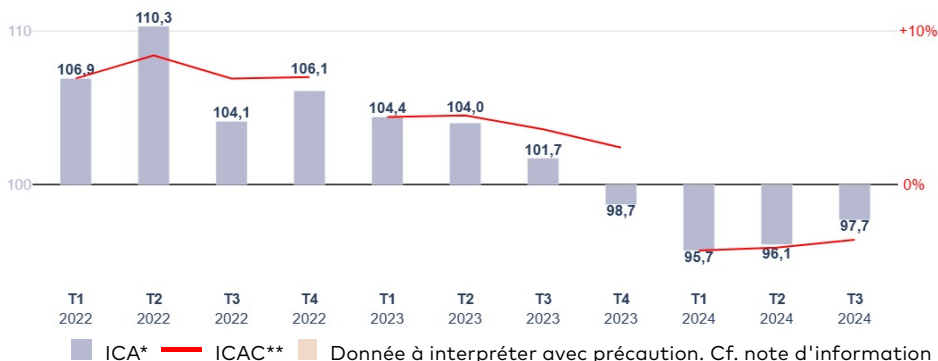
+1,4 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



Construction (F)

Les 81 881 TPE-PME de la construction de l'échantillon enregistrent un quatrième trimestre consécutif de diminution de leur activité : -2,3% en valeur au 3e trimestre 2024. En cumulé depuis le début d'année, la baisse atteint 3,6%. La FFB maintient ses prévisions pessimistes pour l'année 2024 avec une crise du logement neuf qui ne se dément pas. Les mises en chantier chutent de plus de 13% entre janvier et juillet et les permis de construire reculent de près de 10% sur la même période. La croissance de l'activité d'amélioration-entretien poursuit sa décélération (+1,1% entre les 2e trimestres 2023 et 2024). La CAPEB confirme la tendance morose avec un recul d'activité de 5% en glissement annuel dans sa note de conjoncture du 3e trimestre 2024. L'activité entretien-amélioration recule de 1%. En parallèle, l'activité en amélioration de la performance énergétique des logements diminue également de 0,5% ce trimestre. La trésorerie des entreprises est impactée en lien avec la baisse de l'activité et l'allongement des délais de paiement des clients.



-3,6 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre (43.99C)

Les 12 818 entreprises de maçonnerie de l'échantillon voient leur activité se replier pour le quatrième trimestre consécutif : -3,4% en valeur au 3e trimestre. En cumulé depuis le début d'année, la baisse atteint 5,5%. La CAPEB confirme que ce corps de métier reste



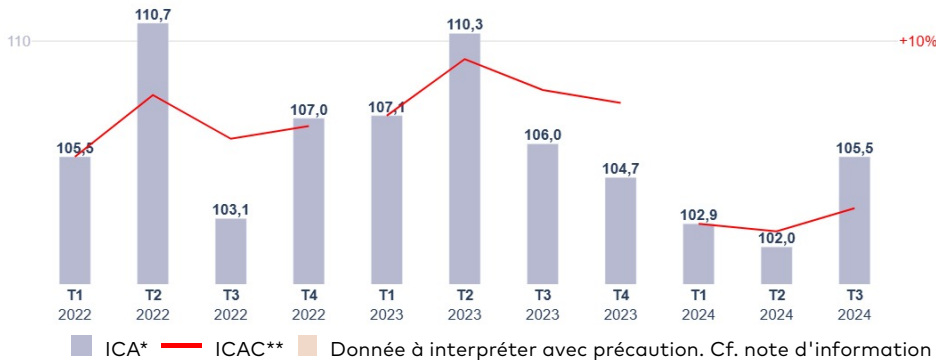
-5,5 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



Entretien et réparation de véhicules automobiles légers (45.20A)

Les 11 197 TPE-PME d'entretien et réparation de véhicules automobiles légers de l'échantillon affichent un douzième trimestre consécutif de hausse d'activité (+5,5% en valeur par rapport au 3e trimestre 2023) et une progression de 3,5% en cumulé depuis le début d'année. Selon le baromètre Mobilians-Solware, le CA reste porté par l'augmentation des prix liée à la hausse du coût des pièces mais aussi par la hausse des salaires. Selon Xerfi, le vieillissement du parc automobile et l'essor du leasing qui entraînent de plus fréquentes visites chez les professionnels, constituent des moteurs de croissance pour les entreprises du secteur. Par ailleurs, l'introduction de voitures plus modernes, équipées de dispositifs d'aides électroniques et de moteurs électriques, devrait entraîner une légère augmentation du chiffre d'affaires pour les garages d'ici 2030 selon une étude réalisée par le cabinet TCG Conseil pour Mobilians.



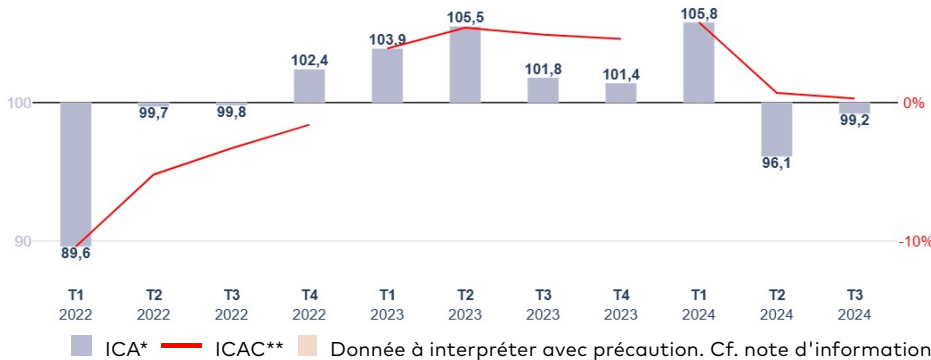
+3,5 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



Commerce de détail de viandes et produits à base de viandes en magasin spécialisé (47.22Z)

Les 2 976 commerces de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé de l'échantillon voient leur CA se réduire de 0,8% en valeur au 3e trimestre 2024, après la baisse de 3,9% au 2e trimestre 2024. En cumulé sur l'ensemble de l'année, le CA reste en légère hausse (+0,3%). Le secteur continue d'être impacté par l'inflation avec des ménages qui réduisent leurs achats de viande. Selon une étude de l'Insee publiée le 11 juillet 2024, 12% des Français restreindraient actuellement leurs achats de viande, poisson et autres protéines, en raison des tensions sur le pouvoir d'achat. Mais il existe également un mouvement plus structurel de modification de la consommation de viandes, avec un recul qui se poursuit sur longue période.



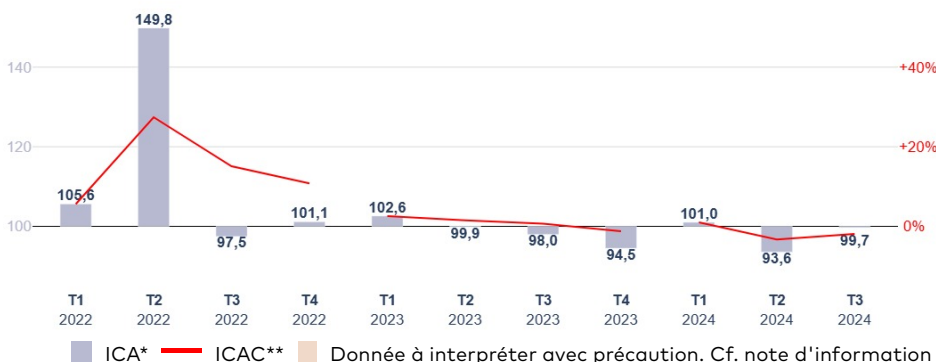
+0,3 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé (47.71Z)

Les 6 249 TPE-PME du commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé de l'échantillon enregistrent une nouvelle baisse de CA de 0,3% en valeur au 3e trimestre 2024 et de 1,9% en cumulé depuis le début d'année. La période inflationniste actuelle joue contre le secteur avec des ménages qui devraient, cette année encore, opérer des arbitrages au détriment de l'habillement. De plus, les entreprises du secteur font face à la concurrence toujours plus forte des plateformes en ligne de vente de seconde main, mais aussi des spécialistes de la vente en ligne et des grands acteurs de la vente directe depuis l'étranger.



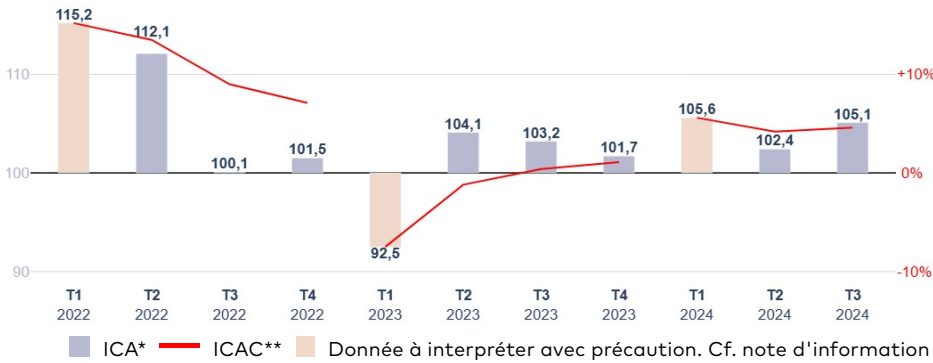
-1,9 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé (47.73Z)

Les 10 133 pharmacies de l'échantillon voient leur activité croître pour le sixième trimestre consécutif : +5,1% lors du 3e trimestre, comparativement à la même période de l'année précédente. En cumulé sur l'ensemble de l'année, le CA progresse de 4,6%. Toutefois, les signes d'inquiétude sont présents. Une enquête de la Fédération des pharmaciens d'officine réalisée auprès de plus de 2 600 structures révèle des difficultés de trésorerie : 20% d'entre elles présentent un bilan négatif avec une part qui monte à 40% pour les jeunes installés (moins de 2 ans d'ancienneté). 73% des répondants indiquent que leur trésorerie a diminué sur la dernière année et 20% ont déclaré une trésorerie négative, soit 8 points de plus en un an. L'Union des syndicats de pharmaciens d'officine fait état d'une érosion du taux de marge brute de 5% en 2023, qui passe sous la barre des 30%, résultat confirmé par les données Image PME provenant des liasses fiscales 2023.



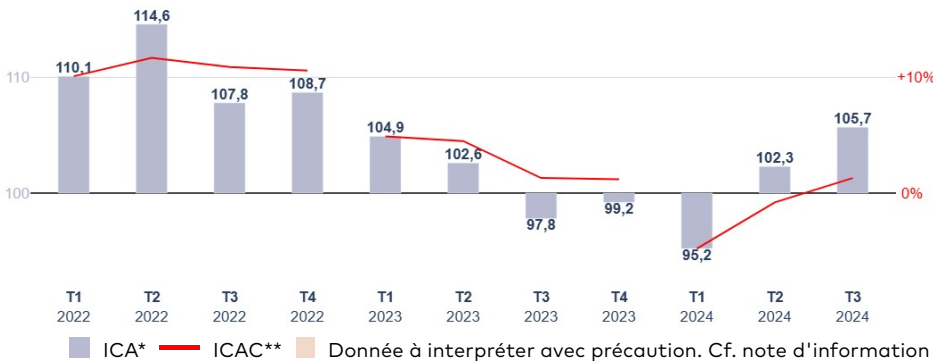
+4,6 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



Transports routiers de fret de proximité (49.41B)

Les 3 238 TPE-PME des transports de fret de proximité de notre échantillon poursuivent leur croissance avec une progression de CA de 5,7% en valeur au 3e trimestre 2024. En cumulé depuis le début d'année, les entreprises du secteur voient leur activité croître de 1,3%. Selon la Fédération nationale du transport routier, l'activité au 3e trimestre a stagné par rapport au précédent trimestre et devrait continuer de rester à un niveau bas jusqu'à la fin d'année. Elle indique également que les effectifs salariés ont diminué lors du 3e trimestre 2024 et continueront de baisser au 4e trimestre 2024, par rapport aux trimestres précédents. De plus, près de la moitié des entreprises du secteur rencontrent des difficultés de recrutement, d'après l'enquête de l'INSEE réalisée en juillet 2024.



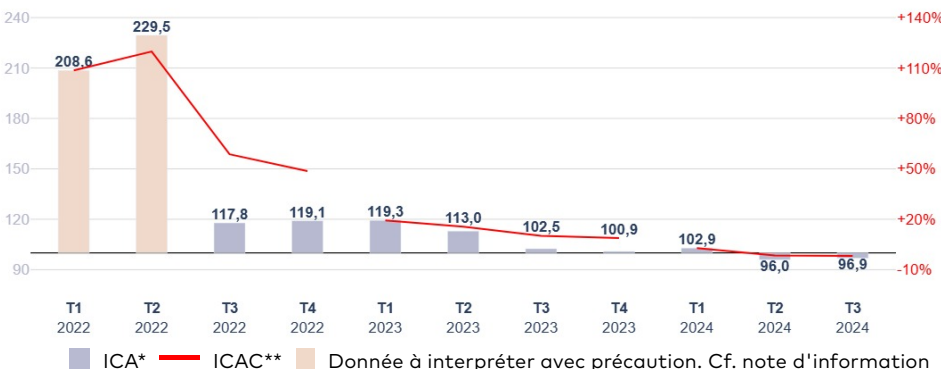
+1,3 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



Hôtels et hébergements similaires (55.10Z)

Les 5 356 hôtels de l'échantillon voient leur CA se réduire de 3,1% en valeur lors du 3e trimestre 2024 et de 1,8% en cumulé depuis le début d'année. Selon l'INSEE, durant la période de mai à août, les hôtels ont affiché un déficit de fréquentation de 2,2 millions de nuitées par rapport à 2023, soit une diminution de 2,5% (malgré l'effet Jeux Olympiques). Les clients venant de l'étranger sont moins nombreux à séjourner dans les hôtels qu'en 2023 (-2,3%), avec toutefois des disparités selon les pays de provenance. En effet, la clientèle européenne a été moins importante dans les hôtels qu'en 2023 (-14,3% pour les Britanniques, -6,2% pour les Italiens et -5,1% pour les Espagnols), tandis que la fréquentation de la clientèle extra-européenne a progressé (+14% pour les Américains par exemple).



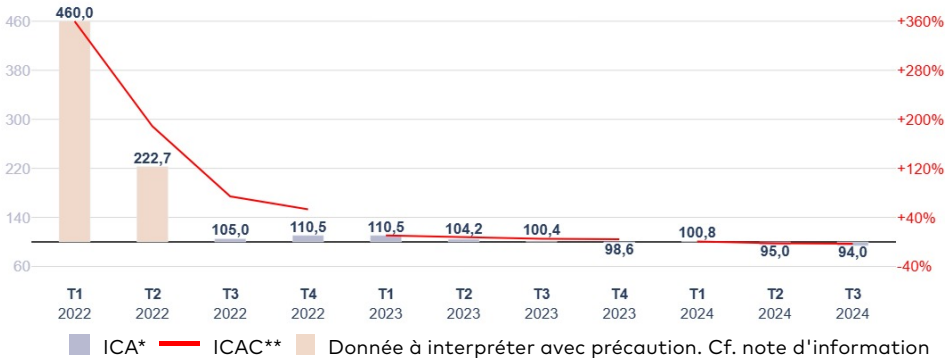
-1,8 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



Restauration traditionnelle (56.10A)

Les 22 684 restaurants traditionnels de l'échantillon ont vu leur CA se réduire au 3e trimestre 2024 (-6%), après une baisse au 2e trimestre 2024 (-5%). En cumulé depuis le début d'année, la diminution atteint 2,9%. Selon la 20e Revue stratégique de Food Service Vision rendue publique mi-septembre, tout était réuni pour que la ferveur des Jeux Olympiques profite à la restauration, mais les performances du secteur ont été décevantes. Les conditions météorologiques défavorables et le contexte politique, qui a généré un réflexe attentiste des consommateurs, ont eu un impact négatif pour les entreprises du secteur. Si des flux importants ont été captés par les fan-zones pendant les JO (notamment à Paris), le segment du snacking et les brasseries à proximité des lieux de compétitions, seuls 8% des consommateurs se sont rendus dans les cafés, bars et restaurants pour regarder les épreuves. Le seul impact positif sur la consommation a concerné les boissons, notamment en Île-de-France.



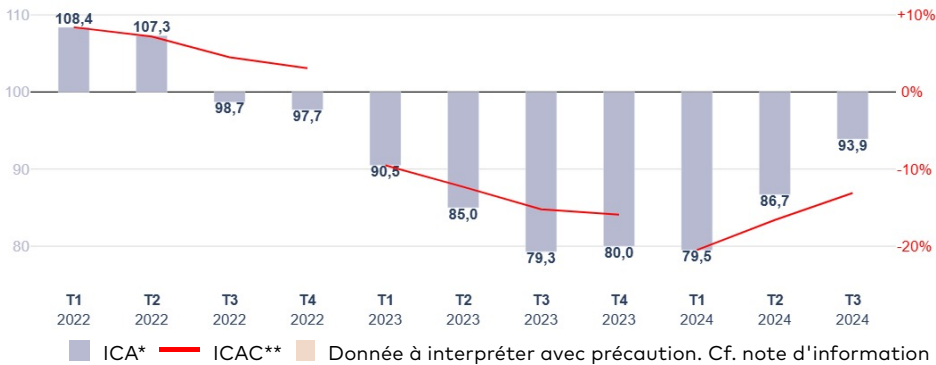
-2,9 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



Agences immobilières (68.31Z)

Les 10 614 agences immobilières de l'échantillon affichent un neuvième trimestre consécutif de diminution de leur CA, même si la baisse semble ralentir : -6,1% au 3e trimestre 2024 en glissement annuel (mais avec un effet de base très favorable). En cumulé depuis le début d'année, le recul s'élève à 13,1%. La chute des ventes de logements pèse lourdement sur le secteur immobilier : 783 000 ventes entre août 2023 et juillet 2024 soit -20% sur un an. Le nombre de défaillances poursuit sa hausse : +30% au 3e trimestre en glissement annuel selon l'étude Altares de 3e trimestre 2024. Mais la baisse des taux de crédit immobilier semble se poursuivre, passant sous la barre des 3,6% selon l'Observatoire Crédit Logement. De son côté, la FNAIM prévoit, dans sa note de conjoncture de septembre 2024, un palier de stabilisation des ventes à un niveau bas, d'ici la fin d'année 2024.



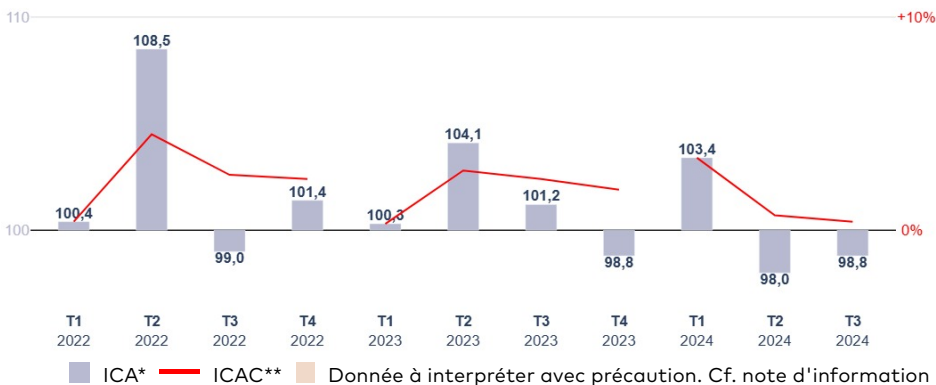
-13,1 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



Coiffure (96.02A)

Les 14 631 entreprises de coiffure de l'échantillon enregistrent un deuxième trimestre consécutif de baisse d'activité : -1,2% au 3e trimestre après la baisse de 2% au 2e trimestre. En cumulé depuis le début d'année, le CA reste toutefois en hausse (+0,4%) grâce au bon résultat du 1er trimestre 2024. Mais l'activité reste pénalisée par les tensions sur le pouvoir d'achat des clients, qui tendent à réduire leurs dépenses et espacer leurs visites. Le développement du « Do it yourself » constitue également un frein à l'activité des salons de coiffure. En atteste le développement des ventes des tondeuses ou des produits de coloration comme le révèlent les données Insee / Xerfi publiées dans l'étude Skema Conseil de février 2024. Pour faire face à ces évolutions, les coiffeurs diversifient leurs offres : prestations plus haut de gamme, services spécialisés : services « barbiers » pour répondre à la hausse de la demande masculine, lissage brésilien, ...



+0,4 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023

SOURCES & MÉTHODOLOGIE

Les données proviennent de la base de données Statexpert, construite à partir des télédéclarations sociales et fiscales réalisées par les experts-comptables pour le compte de leurs clients, les TPE-PME. Les données présentées ici sont issues des informations provenant des déclarations mensuelles et trimestrielles de TVA (EDI-TVA). Il s'agit du chiffre d'affaires (CA) déclaré par les entreprises sur les déclarations de TVA des périodes concernées.

Les données trimestrielles sont basées sur un échantillon d'environ 580 000 entreprises au niveau national. Les données ont été calculées sur un périmètre d'entreprises présentes lors d'une période analysée et lors de la même période de l'année précédente, qui n'ont pas changé de code NAF et dont l'établissement principal n'a pas changé de département entre ces deux périodes. Les évolutions sont calculées en glissement annuel (une période par rapport à la même période de l'année précédente) et corrigées des jours ouvrés.

Les entreprises dont le CA mensuel ou trimestriel dépasse 3 fois l'écart-type du CA mensuel ou trimestriel moyen des entreprises du même secteur d'activité (niveau 1 - sections) ont été écartées de l'analyse. Les entreprises réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 50 millions d'euros sont également écartées de l'échantillon analysé.

Afin de prendre en compte encore plus finement les impacts de la crise sanitaire, les mesures de restriction et le confinement, certains filtres ont pu être désactivés, notamment ceux excluant les entreprises dont le CA était à 0 sur les périodes analysées ou cumulant au moins la moitié de leurs déclarations à 0 sur la dernière année. Certaines déclarations à néant réalisées lors des mois de confinement, de restriction ou lors du mois de juillet ont pu être prises en compte afin de rendre compte de la réalité de l'activité des entreprises.

L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés. L'ICA est affiché dans les cartes et graphiques en base 100 en N-1. Un ICA de 102,1 signifie une augmentation de 2,1% par rapport à la même période de l'année précédente.

Effet de base : un effet de base peut survenir lorsque l'évolution d'une variable entre N et N-1 varie non pas en raison d'une variation du niveau de la variable entre ces deux dates, mais principalement en raison de l'évolution antérieure (entre N-1 et N-2). À titre d'exemple, si une entreprise a subi une forte baisse d'activité entre N-1 et N-2, alors il y a plus de chance que l'évolution soit positive entre N et N-1.

L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen par entreprise de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés. L'ICAC est affiché en évolution en % dans les graphiques.

Les secteurs correspondent à la nomenclature d'activités française - NAF rév. 2, 2008 (édition 2015)

- Niveau 1 (sections), soit 21 secteurs.
- Niveau 5 (sous-classes), soit 732 secteurs.

Pour en savoir plus sur l'actualité et les spécificités économiques, financières, juridiques, comptables, fiscales et sociales, consultez les analyses sectorielles sur www.bibliordre.fr

Infographie réalisée par :

